CSE 31 janvier 2024

Madame la Ministre, Monsieur le directeur des affaires juridiques,

L’École est une fois de plus soumise à des turbulences importantes.

Madame la ministre, votre nomination est effective dans le cadre d’un remaniement qui ne parvient pas à masquer la recherche de remèdes miracles à la politique désastreuse d’un président de la République qui considère que la disruption se substitue sans conséquences à de véritables politiques.

Ces conséquences pour l’École sont catastrophiques et provoquent la colère et l’indignation des personnels. C’est la raison pour laquelle l’UNSA Éducation appelle à la grève demain, le 1er février.

En effet, des polémiques sont venues percuter votre ministère et vous êtes empêchée de pouvoir le conduire en raison de vos positionnements, de vos choix personnels ou de vos erreurs de communication.

Mais le plus grave, c’est bien que les personnels de l’Éducation nationale et de la Jeunesse, ceux-là même qui font vivre le système éducatif public et laïque, c’est-à-dire celui qui s’attache à la formation de tous les citoyens et citoyennes, quelle que soit leur origine culturelle ou sociale, ne reconnaissent pas votre légitimité.

Le président de la République et son gouvernement veulent amuser et occuper l’opinion publique avec des contre-feux qui occupent l’espace médiatique : tenues uniques, contrôle des écrans, Marseillaise, théâtre obligatoire, … Mais tout cela, c’est pour mieux éviter d’aborder les problèmes de fond.

L’École publique manque de moyens, les conditions de travail y sont dégradées à tous les niveaux et le ministère se focalise sur des objets sans intérêt et détourne au passage de sa destination légitime l’argent public. Là où, d’un côté, on rappelle les règles de rigueur budgétaire, on constate qu’elles n’existent pas quand il s’agit de satisfaire des lubies présidentielles, comme la tenue unique cofinancée par l’état, en jetant de la poudre aux yeux pour séduire l’opinion publique.

Et, plus grave encore, la parole politique est discréditée. Il est annoncé que les moyens seront là pour mettre en place le projet du « choc des savoirs » mais, dans les faits, tous les éléments qui nous remontent des territoires et des établissements montrent que les moyens nécessaires n’y sont pas. Une fois de plus, on théâtralise un scénario idéal sur la place publique alors que, derrière le rideau, on contraint les vrais acteurs à s’épuiser pour tenter l’impossible.

L’UNSA Éducation est profondément opposée à ce projet, qui n’est d’ailleurs pas financé dans les dotations des établissements. Cela conduit à amputer, voire faire disparaître, toute marge d’autonomie et à paralyser toute véritable politique d’établissement et cela, aux dépens des élèves et des conditions de travail des personnels.

Il est plus que temps, de mettre un terme aux dérives et aux destructions.

Notre société ne peut fonctionner avec une École publique si fragilisée, une École de la République, la seule qui puisse jouer son rôle au sein de la République dans le respect de ses valeurs. Pour mémoire, celles-ci sont au nombre de trois : liberté, égalité, fraternité. Elles ne sont pas : autorité, ordre et morale.

Par ailleurs, notre société ne peut pas non plus fonctionner avec une politique de jeunesse vampirisée par le Service National Universel, qui prône l’engagement volontaire des jeunesses tout en cherchant à l’imposer par toutes les voies, y compris en passant en force sur le temps scolaire.

Les personnels de votre ministère, encore les plus mal payés de la fonction publique, ne se sont pas engagés sans raisons. Ils défendent les valeurs profondes du système éducatif public et ils résisteront, soyez-en sûrs, à la mise en œuvre d’un projet à rebours de leurs valeurs fondamentales. Ils vous le disent aujourd’hui, ils vous le diront dans la rue dès demain.